

## Sur le livre *Exploiter les vivants* de Paul Guillibert

Jean-Marie Harribey

*Blog Alternatives économiques*, 15 décembre 2023

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2023/12/15/sur-le-livre-exploiter-les-vivants-de-paul-guillibert>

*Les Possibles*, n° 38, Hiver 2023-2024

Le philosophe Paul Guillibert publie en cette fin d'année un ouvrage intitulé *Exploiter les vivants, Une écologie politique du travail* (Paris, Éd. Amsterdam, 2023). Ce livre vient à point nommé alors que la COP 28 à Dubaï s'achève avec la promesse que tout continuerait comme avant, ou à peu de choses près. Ce n'est pas un livre de plus sur l'écologie car tout ou presque est déjà connu, en termes de réchauffement du climat, d'épuisement de la biodiversité et des ressources, et des innombrables pollutions. Ce livre est original parce qu'il pose une problématique trop peu envisagée dans l'écologie politique, loin des appels moraux à l'action individuelle : « En somme, ou bien l'on invente de nouvelles techniques, ou bien l'on incite à de nouvelles formes de consumérisme sans s'attaquer au fond de l'affaire, c'est-à-dire à la *production de marchandises pour le profit fondé sur l'exploitation du travail payé et l'appropriation gratuite du travail humain et des forces naturelles* » (p. 27). « La critique à laquelle participe ce livre, la critique marxiste de l'écologie politique, étudie la centralité des rapports de classe dans la crise écologique. » (p. 38).

Comme cette problématique est aussi la mienne depuis plus de trois décennies<sup>1</sup>, je suis enclin à dire de suite – de façon non impartiale – que ce livre mérite grandement d'être lu car il s'écarte à la fois de l'idéologie capitaliste en matière d'« environnement » et des postures faussement radicales de l'écologie politique la plus visible. Mais, comme toute thèse iconoclaste, elle permet de soulever des questions cruciales et qui sont encore non ou pas assez explorées.

### *Le travail dans l'histoire du capitalisme écocidaire*

L'ouvrage est structuré en trois parties. Dans la première, « L'usine, la plantation, le foyer, Géohistoire des destructions de la nature », l'auteur retrace cette histoire qui commence avec la révolution industrielle, bien avant que l'on établisse la corrélation statistique entre réchauffement du climat et utilisation des énergies fossiles. Et il fait sienne l'idée d'Andreas Malm selon laquelle le remplacement du moulin à eau par la machine à vapeur tient moins aux performances techniques de cette dernière qu'à la double possibilité qu'elle offre de centraliser la main-d'œuvre dans des usines et de se débarrasser de la coopération entre capitalistes pour faire régner la concurrence. Il s'ensuit que « la mobilisation d'une ressource fossile comme le charbon est la conséquence de l'usage d'une technique (la machine à vapeur) qui fournit à une classe un avantage comparatif pour poursuivre l'exploitation d'une autre classe » (p. 45). Et cela malgré un pouvoir ouvrier important dans les industries naissantes, notamment pour les ouvriers de la mine.

Dans le même temps, le capitalisme assoit son développement sur l'exploitation du travail dans les colonies qui « joue un rôle central dans sa trajectoire écocidaire » (p. 51) : le modèle esclavagiste s'impose dans la production de coton et cela signifie que « *depuis le début de l'ère capitaliste, la force de travail est racialisée* » (p. 52). « Les esclaves et les plantes sont simultanément posés en sujet et en objet du travail extractif » (p. 55). Paul Guillibert s'inscrit dans la tradition marxiste de critique de l'impérialisme : « Comme l'écrit Rosa Luxemburg dans *L'Accumulation du capital*, le capitalisme ne fonctionne qu'avec cette double logique

---

<sup>1</sup> Depuis *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, L'Harmattan, 1997, résumé de ma thèse, 1996.

d'exploitation salariale des peuples du centre et de dépossession violente des peuples colonisés, et c'est grâce à elle qu'il peut réduire le monde entier à la dépendance de la marchandise » (p. 61).

Une autre particularité de ce livre est de considérer que sans le travail de « reproduction » de la force de travail qui n'est pas valeur dans l'économie capitaliste, les prolétaires ne pourraient pas produire eux-mêmes de valeur pour le capital (p. 65). Celui-ci bénéficie ainsi d'une main-d'œuvre gratuite entourant celle qu'il est obligé de payer un peu. On reconnaît là une idée souvent avancée par les mouvements et les théoriciennes féministes. Aussi, « l'appropriation gratuite des forces naturelles, du travail servile et du travail reproductif, configure la trajectoire historique du capitalisme, en fonction des modalités techniques et sociales par lesquelles elle se déploie » (p. 78).

### ***La « mise au travail » du vivant***

Dans la deuxième partie de son livre, l'auteur examine comment « l'écologie politique du capital met les vivants au travail ». Si l'idée que « la catastrophe écologique est l'effet d'un système productif orienté vers le profit et qui repose sur l'exploitation du travail et l'appropriation gratuite des forces naturelles » est admise, au moins dans le cercle de pensée marxiste, Paul Guillibert explore un chemin peu emprunté jusqu'ici : peut-on dire que la nature et les vivants non humains « travaillent » ? Pour étudier cette question, il inventorie les critères qui permettent de définir un travail. Il retient sept éléments : une activité technique ; effectuée par étapes dans un certain ordre ; qui produit des réalités nouvelles ; en vue de satisfaire des besoins sociaux ; séparée des autres activités (comme le temps libre) ; impliquant un effort et une discipline ; engageant des dispositions cognitives, psychiques et corporelles (p. 88). Au final, il n'y a « pas de travail sans division du travail » (p. 96). Tous ces éléments s'appliquent-ils au vivant et notamment aux animaux ?

Paul Guillibert n'esquive pas les difficultés de cette entreprise conceptuelle. On lui saura gré d'éviter une position caricaturale. Certes, il donne des exemples qui pourraient donner corps à une analogie avec le travail humain exploité : ainsi « une vache laitière, par exemple, donne une quantité de lait supérieure à celle nécessaire à la reproduction de ses veaux qui lui sont enlevés rapidement après le sevrage » (p. 100). Mais il prend soin d'ajouter que la vache est ici « plutôt un objet de travail » (p. 100). Et il se réfère à Marx qui distingue « la vie générique », qui « renvoie à la dépense d'énergie de tous les êtres vivants », et « l'être générique », qui désigne « l'activité vitale consciente des êtres humains » (p. 100-101). Paul Guillibert a alors cette formule : si les vaches ne travaillent pas, « leur vie générique est mise au travail » (p. 101). La subtilité entre le travail et la mise au travail résout-elle le problème conceptuel au sujet des animaux non humains ?

Paul Guillibert poursuit cette discussion en examinant si le concept d'aliénation, central dans la théorie du travail de Marx, concerne les animaux. Ce serait le cas si l'on pouvait trouver des signes d'une « dépossession d'eux-mêmes » chez les animaux. Là encore, on sent l'auteur hésiter. C'est pour cela qu'au final, il préfère parler à leur sujet d'« activités de subsistance » plutôt que de « travail de subsistance chez les animaux non socialisés par les humains », c'est-à-dire la faune sauvage (p. 111). La raison en est que « si l'on reprend l'idée de l'anthropologie [...] selon laquelle la catégorie de travail apparaît avec l'émergence d'une division sociale du travail, il me paraît difficile de répondre positivement » (p. 112).

Une discussion parallèle est menée par l'auteur à propos de la nature qu'il considère être « mise au travail » pour les besoins du capital. Mais les mêmes hésitations et difficultés que précédemment reviennent. On sait combien la question d'une prétendue valeur économique produite par la nature empoisonne la théorie néoclassique de l'économie de l'environnement. Donc employer à plusieurs reprises la notion de « productivité de la nature » (p. 85, 108, 118) et celle de « productivité des relations non humaines » (p. 126) est source de confusion entre

richesse et valeur, que l'économie politique et sa critique marxienne s'étaient attachées à distinguer. Il n'empêche que l'auteur voit juste quand il fait un parallèle entre, d'un côté, la « subsomption formelle du travail » (le capitalisme capte le travail déjà existant pour en orienter le produit vers le marché) et la « subsomption réelle du travail » (le capitalisme transforme le procès de travail), et, de l'autre, ce qu'il appelle la « subsomption formelle de la nature » (le capitalisme enrôle la nature dans sa dynamique extractiviste et productiviste) et la « subsomption réelle de la nature » (le capitalisme transforme les processus d'engendrement de la nature) (p. 126-127). Et il conclut cette discussion en proposant « d'utiliser la catégorie de *subsomption totale de la vie* pour désigner l'étape caractéristique du biocapitalisme contemporain » (p. 127-128). « Le travail – toujours déterminé par une organisation sociale – désigne un type d'activité qui nécessite une forme d'individualité, individualité qui commence par un corps disposant d'une intentionnalité suffisante pour refuser sa mise au travail, à des degrés divers. La mise au travail de la nature *en général* correspond davantage à une logique *d'appropriation* ou *d'exploitation* capitaliste qu'à une véritable *aliénation*. » (p. 131).

### ***Le « communisme de la décroissance » ?***

La troisième et dernière partie de ce livre quitte le terrain conceptuel pour se diriger vers des pistes de propositions alternatives à la subsomption réelle de la vie évoquée plus haut. L'enjeu crucial est donné par le titre de cette partie : « Prolétariat des vivants et contre-pouvoirs écologiques, Grève, communs et décroissance ». Paul Guillibert exprime une position politique et stratégique sans ambiguïté : « C'est en repartant de cette domination conjointe du travail et des natures par le capital qu'on peut repenser les stratégies écologistes depuis les lieux de travail. Puisque la logique fondamentale du capitalisme est l'accumulation de valeur par exploitation du travail vivant et appropriation gratuite des forces naturelles, lutter contre l'écocide suppose de réduire la production à la fois en quantité de marchandises produites et en temps de travail. » (p. 139). Et aussi : « La production ne doit donc pas seulement être *décarbonnée* mais elle doit *décroître*. » (p. 150).

Comme cette partie du livre quitte le terrain proprement théorique, les propositions politiques de l'auteur se prêtent à davantage de questions. Regroupons-les autour de quatre sujets.

Premièrement, les processus démocratiques qu'appelle de ses vœux l'auteur sont-ils compatibles avec « les armes privilégiées [que] sont le sabotage, la grève et l'organisation de contre-pouvoirs afin de développer des communs non monétaires et de planifier une économie de décroissance » (p. 139) ? En quoi les organisateurs de « communs » sabotent-ils de l'économie ? La formule de sabotage ne peut être prise au premier degré, elle est assez éloignée des préconisations de Malm. Ce flou est-il dû au fait que l'auteur ne définit pas vraiment sa conception des communs ou ne dit pas à laquelle il se réfère ?

Deuxièmement, la monnaie ne reste-t-elle pas un objet impensé dans la problématique de Paul Guillibert ? À plusieurs endroits, il critique ce qu'il appelle « la subsistance au salaire » (p. 146), et il plaide pour « arracher la subsistance au salaire, c'est-à-dire arracher la reproduction sociale à l'exploitation capitaliste responsable de l'exploitation et de l'écocide » (p. 155). Or, il approuve la proposition de Léa Leopold de constituer pour la transition écologique « un *superfonds pour les travailleurs* » (p. 152) qui « fournira les prestations suivantes : un salaire *complet* et des avantages sociaux jusqu'à ce que le travailleur prenne sa retraite et qu'il trouve un emploi *comparable* ; deuxièmement des allocations pour frais de scolarité pendant quatre ans au maximum pour fréquenter des écoles professionnelles ou des établissements d'enseignement supérieur, ainsi qu'un *revenu complet* pendant les études ; troisièmement, des allocations ou des subventions post-éducation si aucun emploi à *salaire comparable* n'est disponible après l'obtention du diplôme ; et quatrièmement, une aide à la

réinstallation » (p. 152, je souligne JMH). Autrement dit, la « dépendance au salaire » (p. 163) est le caractère majeur du travailleur prolétaire, mais la fin de celle-ci suppose-t-elle de sortir de l'économie monétaire (p. 162) et supprimer la division du travail est-il réaliste dans les sociétés modernes même en supposant le dépassement du capitalisme (p. 158) ? Ce sont des questions que n'ont jamais réussi à clarifier, et encore moins à résoudre, la tradition marxiste et les tentatives révolutionnaires du siècle passé.

Il se pourrait même qu'une incertitude plane dans le livre au sujet de la distinction entre monétaire et marchand, et, par suite, entre le non-monétaire et le non-marchand. En effet, quel sens faut-il accorder aux « communs non monétaires » ? Par exemple, l'eau qui est distribuée aux robinets a besoin d'un prix, non pas prix de marché, mais prix politique pour en payer le coût et en éviter le gaspillage ; elle peut donc ne pas rapporter de profit à des actionnaires si elle est administrée et gérée comme un bien commun. Paul Guillibert n'aborde pas non plus la question des services publics qui peuvent être gratuits, donc non marchands, mais dont la prise en charge collective sera mesurée monétairement.

Les mouvements progressistes ou révolutionnaires n'ont jamais été clairs sur la monnaie. Cela se traduit aussi bien par un impensé théorique que par des hésitations et des retournements politiques. Pour expliquer le schéma de Marx A-M-A', Paul Guillibert pose la question suivante : « La circulation du capital augmente la quantité de capital. Mais qu'est-ce qui assure cette augmentation ? Comment de la monnaie peut-elle produire davantage de monnaie qu'il n'y en avait initialement en circulation ? » (p. 136). Le problème est que si cette question rappelle celle-là même que posait Marx, celui-ci y répondait différemment de Guillibert, et il sera remarquablement confirmé par Rosa Luxemburg : le crédit permet une émission de monnaie nouvelle qui vient se porter contrepartie du surplus engendré par la force de travail. Toute accumulation capitaliste et tout développement économique qui ne serait pas capitaliste ont besoin d'une création monétaire anticipant le surplus. Mais est-il besoin d'un développement économique aujourd'hui ?

Le troisième groupe de questions porte sur la décroissance. Dissipons un malentendu si besoin est. La croissance économique illimitée est impossible, la croissance verte une illusion, un pari technique impossible à gagner. Mais la fin de la croissance et *a fortiori* la décroissance sont incompatibles avec le capitalisme dont la logique est celle de l'accumulation infinie. Je rejoins tout à fait Paul Guillibert sur deux points : la remise en cause du productivisme et du consumérisme inhérents au capitalisme, et celle des rapports sociaux de production que celui-ci impose aux travailleurs, au mépris des conditions de la vie elle-même. C'est la conjonction ou le déni de ces deux remises en cause qui marque la différence au sein des écologistes, les uns mariant le meilleur du marxisme avec la critique écologique, les autres rejetant toute référence à la critique des rapports sociaux de production<sup>2</sup>.

En revanche, il manque dans le livre de Paul Guillibert une discussion pour savoir jusqu'où on peut décroître. On ne peut reprocher à l'auteur de ne pas donner de chiffres car tous ceux qui ont essayé de le faire ont abouti à des impasses, telle celle de réduire de moitié, en deux temps, trois mouvements, la production et le revenu global. Le problème est d'autant plus aigu que Nicholas Georgescu-Roegen, pionnier de la théorie de la décroissance, avait conclu que la loi de l'entropie empêchait que l'on en reste à un état stationnaire<sup>3</sup>. C'est la raison pour

<sup>2</sup> Tel est le sens de la controverse récente que j'ai eue avec Timothée Parrique, mais qui n'est qu'une répétition de celle que j'ai eue avec la plupart des théoriciens de la décroissance : « L'économie de la décroissance reste encore à inventer », *Blog Alternatives économiques*, 30 octobre 2022, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/soutenabilite/economie-de-la-decroissance.pdf>.

<sup>3</sup> J.-M. Harribey, « Nicholas Georgescu-Roegen : la décroissance sans limite ? », 24 novembre 2023, <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2023/11/24/nicholas-georgescu-roegen-la-decroissance-sans-limite>.

laquelle les stratégies de décélération de l'économie et de décroissance sélective sont sans doute essentielles. Paul Guillibert adhère à ces notions (respectivement p.159 et 166), et il affirme que « les théories de la décroissance ne proposent pas une diminution de la richesse globale, mais une abolition de la production pour le profit et une meilleure répartition de la richesse sociale » (p. 167). Cependant, il ajoute que « affirmer que certaines choses doivent "croître", comme les systèmes de pensée ou d'éducation, l'agriculture ou les technologies vertes, n'implique pas que ces améliorations soient mesurées par la monnaie et quantifiées par la valeur d'échange. Or c'est précisément cela qu'on entend quand on parle de croissance » (p.167). On retrouve dans ce passage la confusion déjà rencontrée entre le secteur monétaire et le secteur marchand, et on note aussi l'impasse qui est faite du travail productif de valeur effectué dans les services monétaires non marchands au sein même des pays capitalistes développés<sup>4</sup>. Le fait que le « communisme de la décroissance cherche[rait] à se concentrer à la reproduction sociale » (p. 156) ou qu'il satisferait « les revendications liées à la diminution du temps de travail » (p. 157) – et en tout cela on peut donner raison à Paul Guillibert – n'implique pas que l'on abandonne toute économie monétaire.

Enfin, l'originalité de cet ouvrage tient à son engagement philosophique qui, tout en proposant de fonder un nouvel imaginaire des relations entre les humains et l'ensemble des autres vivants, prend ses distances avec le discours le plus entendu sur le vivant justement. Paul Guillibert cherche à « éviter deux écueils des pensées contemporaines du vivant » (p. 114). Le premier est celui qui se réduit à une posture éthique pour refuser la souffrance infligée aux animaux, en niant à ceux-ci « leur agentivité – leur capacité à entrer en relation ou *en résistance*, à collaborer, ou à *refuser le travail* » – (p. 114). Le second défaut des philosophies du vivant les plus courantes est de ne pas prendre en compte « les causes sociales de la destruction de leur [celui des non-humains] mode de vie » (p. 115).

Avec ce dernier point évoqué à l'instant, Paul Guillibert confirme son inscription dans le courant d'un marxisme écologique, pour lequel la question écologique ne peut être séparée de la question sociale, plus précisément qui associe les rapports sociaux d'exploitation, de domination et d'aliénation à l'exploitation et la domination de la nature prise globalement à la seule fin de produire du profit, c'est-à-dire de la valeur pour le capital. Cette problématique occupe certes une place minoritaire dans le monde, mais la crise globale du capitalisme accrédite sa démarche et élargit un peu aujourd'hui son audience<sup>5</sup>. Beaucoup de questions restent à approfondir, certaines réponses méritent des clarifications, sinon des révisions, mais le livre de Paul Guillibert apporte une contribution très importante pour dessiner une voie alternative au capitalisme socialement et écologiquement mortifère. Remettre le travail au cœur des contradictions de la société n'est donc pas anodin.

---

<sup>4</sup> J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, LLL, 2013, <https://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/ouvrages/livre-richeesse-entier.pdf> ; « Dans les services monétaires non marchands, le travail est productif de valeur », *La Nouvelle Revue du Travail*, n° 15, 2019, <http://harribey.u-bordeaux.fr/travaux/valeur/travail-productif-nrt.pdf>.

<sup>5</sup> Citons notamment les travaux déjà un peu anciens d'Elmar Alwater, Paul Burkett, John Bellamy Foster, de moi-même, sans oublier l'André Gorz des années 1970, ou plus récents de Jason Moore, Andreas Malm, Kohei Saito. Parmi les ouvrages pédagogiques, citons aussi Ali Douai et Gaël Plumecocq, *L'économie écologique*, La Découverte, 2017, dont le dernier chapitre précise clairement que ladite économie écologique ne comprend pas le capitalisme et sa crise écologique car elle n'a pas de théorie de la valeur.